



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

Le printemps arabe décodé : faces cachées des révoltes / Bassam Tayara
éd. Albouraq, 2011
cote : 57.999

Il fallait un journaliste d'origine libanaise, parisien depuis 1976 et correspondant des grands quotidiens arabophones, Al Watan al Arabi , Al Hayat, An Nahar, ou Al Akhbar (qui a publié les télégrammes du site Wikileaks), pour examiner dans chaque pays de la région les incidences du Printemps arabe. Ce chargé de cours à l'Université de Cergy-Pontoise dédie ce livre à « *la rue arabe, à ceux qui ont porté les pancartes et traduit « dégage », à la Révolution française* ».

M. B. Tayara a calculé que le cinquième du discours du Président Obama au Caire du 4 juin 2009, soit 983 sur 6326 mots était consacré au conflit israélo-arabe. Il n'évoquait ni le rôle politique des armées arabes ni celui d'Internet auprès des jeunes générations. En Égypte, c'est l'armée qui, dans un premier temps, a évité la guerre civile, en Jordanie protégé le Régime, en Tunisie pactisé avec les manifestants. D'autre part, Facebook a joué un grand rôle de mobilisation auprès des moins de 20 ans arabes (50% de la population) malgré la censure numérique en Arabie saoudite, à Bahreïn, en Syrie ou au Yémen, et la diffusion des télégrammes Wikileaks aura été le déclencheur fatal. Plus que la presse écrite, piégée par les investissements en pétrodollars depuis 1980, assujettie aux régimes dictatoriaux et détenue par les princes du Golfe. Ajoutons que l'Émir de Qatar a réalisé en juin 2011 une O.P.A. sur la chaîne de télévision Jezirah en mettant fin au contrat de son directeur palestinien, remplacé par un neveu du monarque.

Au Maghreb, le gouvernement algérien avait été confronté à des émeutes populaires en janvier 2011, ponctuées d'immolations par le feu, comme en Tunisie, de jeunes Algériens chômeurs. Des efforts sociaux ont été accomplis avec l'achèvement de deux millions de logements en dix ans et de subventions pour créer des PME. En Libye, le vote de la résolution 1973 du 17 mars 2011 portant sur la création d'une zone d'exclusion aérienne, fut déterminant pour la disparition du régime Kadhafi ainsi que le fait que l'Union européenne ne dépendait que modestement du gaz (3% du volume total) et du pétrole (moins de 10%) libyens. En Mauritanie, un effet du Printemps arabe conduira le Président Ould Abdelaziz à rompre les relations privilégiées avec Israël.

Au Machreq, l'Arabie saoudite doit faire face à un fort taux de chômage frappant 25% des jeunes tandis que chaque année cent mille nouveaux emplois devraient être proposés ; de son côté, le Grand Mufti Abdelaziz Al Cheikh, dont l'ancêtre Ibn Abdelwahab aura imposé à





Académie des sciences d'outre-mer

ce pays le wahabisme, avait accusé les manifestants égyptiens et tunisiens d'agir « *contre l'islam* » ; en même temps, les militaires saoudiens auront écrasé les contestataires de Bahreïn. En Égypte, où le régime Moubarak avait utilisé une partie des subventions militaires américaines à l'achat de matériel répressif de sécurité intérieure, la chute du Président entraîna un rejet en bloc du traité égypto-israélien. Les Émirats arabes unis, possesseurs de la troisième réserve mondiale de pétrole d'une durée d'un siècle, se sont empressés de doubler les salaires des fonctionnaires en 2011, chaque Émirati recevant une pension mensuelle de 3000 dollars, une prime de 20 000 pour son mariage et une maison gratuite. Aussi les quelques protestataires réclamant sur internet un parlement élu par les citoyens furent arrêtés en mars et condamnés à la prison en juin. En Irak, en février 2011, « *une journée de colère* » lancée sur les réseaux sociaux fut interdite par le gouvernement chiite soutenu par l'Iran. Israël a refusé à Washington le gel de la colonisation dans les territoires palestiniens et rejeté, malgré sa 6^e place de puissance nucléaire, la mise en demeure des pays arabes de signer le traité d'exception régionale des armes nucléaires, ne reconnaissant pas qu'il possède l'arme atomique. En Jordanie, partagée entre citoyens de souche d'origine tribale et Palestiniens réfugiés depuis 1948, la Reine Rania a été accusée d'avoir fait accorder la nationalité jordanienne à 78 000 Palestiniens en cinq ans. La contestation a également secoué l'Oman, où la police tira sur les manifestants, faisant deux morts ; aussitôt, le Sultan Qabbous, sur le trône depuis 1970, a fait décréter des aides aux chômeurs et des avantages sociaux aux travailleurs. L'interventionnisme du Qatar en Libye, Syrie, Égypte, Tunisie et au Yémen entre autres est reproché à son souverain, l'Émir Hamad par ses pairs arabes. Ce fortuné émirat n'a pas la dimension géopolitique saoudienne pour affronter de nombreux adversaires. Le gouvernement syrien avait essayé au moyen de subventions sociales accordées aux chômeurs et aux familles nécessiteuses de réduire la révolte commencée le 15 mars 2011 et qui a privé le régime de considération internationale ; les salafistes seront en mesure de jouer un rôle primordial après la chute du régime actuel. Au Yémen, le Président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1979, est contesté par les tribus les plus importantes, les Hached et les Bakil et devrait être le quatrième Chef d'État arabe à perdre son poste depuis un an.

L'auteur déduit de ses analyses que, dans ces multiples événements, l'indice de développement humain (I.D.H.) n'est pas apparu comme ayant joué un rôle décisif ; en effet s'il est élevé en Arabie saoudite, au Bahreïn et en Tunisie, il est moyen en Algérie et en Égypte, bas au Yémen, et tous ces États ont été touchés par les revendications populaires.

Malgré l'intérêt de ces informations, auteur et éditeur devraient vérifier les nombreuses coquilles orthographiques ou stylistiques ; ainsi, page 109, lignes 3 et 5, le terme « *protester* » est employé deux fois à deux lignes de distance dans la même phrase ; page 135, ligne 6, écrire « *pallier LES émeutes* » et non « *AUX émeutes* » ; « *Radio Amman* » et non « *Radio Amen* », page 136 ligne 5 ; « *l'oisiveté* » et non « *la oisiveté* » page 157 ligne 19 ; vérifier le sens de cette phrase « *le Maroc fut TRANSIT (saisi ?) par un mouvement de protestation* », page 165 1^{ère} ligne du 3^e paragraphe ; substituer « *en continu* » à « *en continue* » page 221 ligne 15 ; réécrire « *SE sont les opposants à la paix qui le DENONCERA* », page 210, 4 lignes avant la fin. Il y en a beaucoup d'autres.

Néanmoins cette intéressante étude est complétée par d'utiles annexes ; pages 240 à 258, une fiche est consacrée à chaque pays de la région ; page 259, sont mentionnés sous



Académie des sciences d'outre-mer

forme de tableau l'I.D.H. et le revenu per capita de chaque État ; page 269, le lecteur prendra connaissance d'un certain nombre de télégrammes mis en ligne par Wikileaks ; page 281, un index des personnes et des institutions citées dans l'ouvrage ; page 288 une petite bibliographie de 17 titres dans la mesure où les sites informatiques ont été beaucoup plus utilisés. Ces informations qui manquent dans la presse quotidienne permettent de mieux maîtriser un contexte qui exige de profondes connaissances.

Christian Lochon